

Pierre Gonneau

LA GUERRE RUSSE

*ou le prix de l'Empire
D'Ivan le Terrible à Poutine*

TALLANDIER/MINISTÈRE DES ARMÉES

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées,
Secrétariat général pour l'administration,
Direction de la mémoire, de la culture et des archives.

Cartes : Légendes cartographie/Éditions Tallandier, 2023

© Éditions Tallandier/Ministère des Armées, 2023
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-5433-2

INTRODUCTION

*La paix tient jusqu'à la guerre
et la guerre jusqu'à la paix.*

Dicton russe

Le propos de ce livre est de donner un aperçu sur le temps long. Il est entré en collision avec l'actualité : deux jours après la signature du contrat avec l'éditeur, à la surprise de la plupart des observateurs, y compris l'auteur de ces lignes, Vladimir Poutine lançait une « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine. Ce conflit ne peut être ignoré. Il a suscité de très abondantes publications qui détaillent au jour le jour ses péripéties et convoquent aussi le passé, souvent de façon très émotionnelle. Une véritable perspective historique est indispensable. La Russie est au centre de notre récit, mais l'Ukraine et la Crimée y sont toujours présentes, dès le temps d'Ivan le Terrible.

En Occident, on associe plus particulièrement la Russie et les Russes à une forme de guerre extrême, offensive ou défensive. Dans le discours russe, jusqu'à nos jours, la guerre et la religion (l'orthodoxie) occupent toujours la première place. Les commémorations martiales se sont renforcées et la rhétorique de la force et du sacrifice n'a cessé de monter jusqu'à ce que les manœuvres militaires se transforment en invasion.

C'est par la guerre que la Russie est entrée dans le concert des nations européennes – force nouvelle, à la fois inquiétante et inspirante. Qui, en effet, était plus susceptible de porter un coup d'arrêt à l'expansion des Ottomans, apparemment irrésistible encore au ^{xvii}^e siècle ? Qui pouvait protéger l'Autriche des ambitions prussiennes en 1740-1760 et en 1850 ? Qui a sauvé l'Europe de Napoléon ? Qui a permis à la France de préparer sa revanche sur l'Allemagne, puis d'échapper à la défaite en août 1914 ? Qui a brisé la Wehrmacht en 1941-1945 ? La Russie revendique ces titres de gloire. Pourtant, personne n'a menacé davantage l'équilibre du continent en dépeçant la Pologne-Lituanie et l'Empire ottoman, visant l'hégémonie sur la Baltique et sur les Balkans, convoitant Constantinople, les Détroits et, pourquoi pas, la protection des chrétiens d'Orient ? La Russie s'est projetée vers l'Asie, au Caucase, en Asie centrale, en Extrême-Orient, se confrontant à la Porte, mais aussi à la Perse, à la Chine et au Japon, ainsi qu'aux Britanniques. Au ^{xx}^e siècle, superpuissante, l'URSS fait jeu égal avec les États-Unis, étend son influence jusqu'en Afrique et à Cuba, entretient un réseau de partis sympathisants et d'espions dans le monde entier.

Cet essai se propose de retracer les conflits auxquels la Russie a participé depuis 1547. Une continuité et une logique se dessinent dans la « folie russe », entre périodes d'expansion et de repli. À chaque étape, il convient de faire le bilan militaire des événements (effectifs, alliés, objectifs, résultats) mais aussi de déterminer s'il existe une pensée stratégique et tactique et quels en sont les auteurs, d'apprécier le coût humain et financier. Enfin, quel retentissement a la guerre dans la société, depuis les élites nobiliaires qui constituent le corps des officiers supérieurs, jusqu'aux paysans et nomades, russes ou non russes, arrachés à leur village ou à leur steppe et incorporés dans la machine militaire ? La diplomatie et la

propagande sont envisagées comme autant d'offensives par d'autres moyens.

La transition de l'Ancien Régime à l'Union soviétique se fait par la guerre, d'abord mondiale, puis civile (1914-1921). L'URSS se constitue dans le communisme de guerre et trouve sa raison d'être dans la lutte contre l'ennemi extérieur comme intérieur : guerre totale contre l'Allemagne nazie et les puissances de l'Axe (1941-1945), puis guerre froide contre les anciens alliés (1945-1974) et guerre idéologique globale qui en font la deuxième superpuissance, jusqu'à son effondrement en 1991.

La Russie doit alors assumer les héritages impériaux soviétique et tsariste, tout en réordonnant ses priorités, alors que ses ressources ne semblent plus inépuisables. La politique est l'art du possible, mais aussi celui du faire croire, faire valoir, faire vouloir. La Russie n'est certes pas la seule à inviter le passé dans les débats du présent, mais elle entend le reconstruire plutôt que le déconstruire. C'est une de ses plus nettes différences avec les sociétés occidentales. Et c'est l'une des clés qui permettent de comprendre les enjeux actuels en Asie centrale, au Caucase et sur tout l'arc situé à l'ouest, englobant la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. Chaque date est lieu de mémoire, mais aussi point de contentieux. Les commémorations de la Seconde Guerre mondiale ne suffisent plus. En 2014, on tente de se réapproprier la Première Guerre mondiale à l'occasion de son centenaire tout en annexant la Crimée. Les trente ans de la chute de l'URSS (décembre 2021) sont le point de départ de l'escalade qui aboutit à l'agression contre l'Ukraine.

Pour une clarté de lecture optimale, des choix s'imposaient. Le premier a été de ne pas tenter une historiographie de l'histoire militaire russe. Pour les périodes moscovite et tsariste, nous privilégions les études donnant un aperçu de l'évolution

de la puissance militaire sur la durée et dans une perspective comparatiste. Pour l'ère napoléonienne et les guerres mondiales, nous nous concentrons sur la façon dont les Russes voient et vivent les événements.

Sur les relations russo-ukrainiennes, nous nous sommes efforcés de dépendre le moins possible des visions patriotiques, sans toutefois les ignorer, car elles alimentent le débat. Nous suivons la position équilibrée d'Andreas Kappeler¹. Les conflits de l'époque post-soviétique, et plus encore la guerre de 2022, nécessitent de se référer à la presse et aux ressources en ligne, officielles ou non. Un état des points de vue russe, ukrainien et « occidental » donne un aperçu du cadre idéologique, sans entrer dans le détail des polémiques sur chaque épisode, militaire, humanitaire ou humain.

Le présent ouvrage envisage les choses depuis la Russie, non dans une démarche partisane, mais dans une volonté de comprendre. Mesurer l'opinion publique russe est difficile. Comme dans tous les régimes autoritaires, comment savoir à quel point la population adhère aux déclarations et décisions officielles ? « Le peuple se tait », dit Pouchkine, dans *Boris Godounov*.

Le paysan russe [...] n'a jamais ajouté foi ni aux droits de son seigneur, ni à la justice du tribunal, ni à l'équité de l'administration. Depuis bientôt deux siècles, toute son existence n'est qu'une opposition sourde, négative, à l'ordre actuel des choses [...]. L'idée du tsar exerce encore un prestige sur les paysans ; ce n'est point le tsar Nicolas I^{er} que le peuple vénère, c'est une idée abstraite, un mythe, c'est une Providence, c'est un vengeur, c'est un représentant de la justice dans l'imagination populaire,

ajoute Alexandre Herzen². Dans ce livre, « la Russie » désigne l'État qui engage ses troupes, envoie ses diplomates, signe des

traités, « les Russes », ou « les Soviétiques » sont, avant tout, ses soldats.

La Russie est-elle seule, assiégée, ou une « puissance libre d'alliances », comme l'affirme Vladimir Poutine ? Elle pratique une diplomatie active dès le xv^e siècle. Pierre le Grand l'engage dans des ligues contre l'Empire ottoman ou la Suède. Elle adhère à des systèmes et des coalitions aux xviii^e et xix^e siècles, peut en changer, mais conserve des alliés jusqu'en 1917. Isolée à partir de la révolution d'Octobre, elle conclut un premier traité avec l'Allemagne vaincue en 1922 et un pacte avec Hitler en 1939. En parallèle, à partir de 1924, elle joue le jeu du rapprochement avec les démocraties (France, Grande-Bretagne, puis États-Unis), adhère à la Société des Nations (SDN) et devient un pilier de l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle crée aussi son propre réseau de clientèle, avec le Komintern, puis le pacte de Varsovie, et le maintient comme un glacis, jusqu'en 1991. De nos jours encore, l'ambiguïté demeure : elle pratique une politique unilatérale agressive, largement condamnée par l'ONU, tout en organisant d'ambitieux sommets internationaux et des manœuvres militaires auxquelles participent la Chine et l'Inde.

Dans une autocratie, l'histoire par règnes se justifie plus qu'ailleurs. Nous mettons en avant les souverains d'Ancien Régime et leur entourage restreint, les dirigeants soviétiques et le Politburo, Boris Eltsine et ses hommes de confiance. Depuis 2000, la personnalisation du pouvoir s'accroît. Nous citons Vladimir Poutine d'après ses décrets ou propos, référencés sur le site officiel de la Présidence, de l'ambassade de Russie en France, ou de l'agence de presse Ria Novosti, sans prétendre entrer dans sa tête ou décrire son système de gouvernement. Nous identifions les figures du premier cercle du pouvoir qui jouent un rôle militaire ou diplomatique significatif. Les autres personnalités ne sont évoquées que si

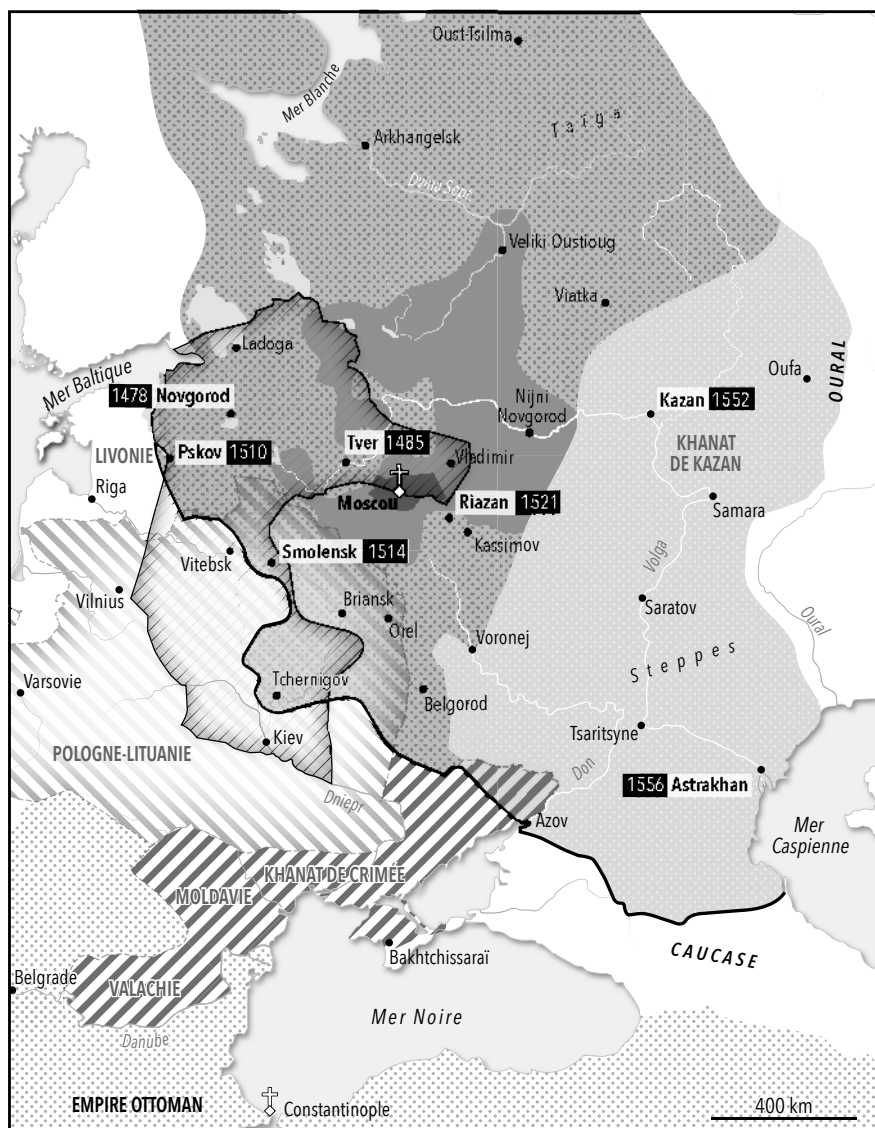
elles ont un impact sur la conduite ou la communication de la guerre.

Nous suivons une périodisation traditionnelle : Empire russe, URSS, Russie post-soviétique. Il a été récemment proposé de réunir les « guerres d'émergence » de la Russie sur la période 1460-1735, du règne d'Ivan III, grand-père d'Ivan le Terrible et premier rassembleur des terres russes, jusqu'à la succession de Pierre le Grand³. Cette approche novatrice n'est pas dénuée d'intérêt. Néanmoins, dans le chapitre 1, nous préférons poser les bases de notre étude entre le couronnement du premier tsar, Ivan le Terrible (1547), et le début du règne personnel de Pierre le Grand (1689). C'est alors que l'idée d'Empire russe se forge véritablement et prend forme territorialement. Les chapitres 2 à 7 suivent la progression de cet empire, entre grands conflits européens et « petites guerres », pour aboutir en 1914, au seuil de rupture qui provoque l'écroulement de l'édifice, à l'épreuve d'une conflagration mondiale. Pourtant, l'Empire russe se prolonge dans l'Empire soviétique (1917-1991) qui fait l'objet des chapitres 8 à 11. Ses guerres ont une coloration idéologique nouvelle, mais obéissent aux mêmes logiques géopolitiques que celles des tsars. Sa victoire contre Hitler, ancien allié, devient sa principale source de légitimité à l'intérieur et au-delà de ses frontières. La défaite inattendue en Afghanistan, et plus globalement dans la guerre froide, provoque sa chute. À partir de 1991, la Russie revendique à la fois la résurgence d'une identité nationale bafouée par le marxisme-léninisme et la reconstitution de son pré carré amputé. Elle remet en question, de manière plus ou moins claire et systématique, l'indépendance des ex-républiques soviétiques. Le chapitre 12 montre comment les dirigeants russes, d'abord apparemment coopératifs, durcissent leur attitude, tout en dénonçant l'hostilité dont leur pays serait victime, et créent autour de leur territoire des zones de conflits gelés – ou plutôt, purulents.

INTRODUCTION

Le chapitre 13 présente la guerre de 2022, toujours en cours, aboutissement d'une confrontation de plus en plus tendue avec « l'Autre » le plus proche, objet d'un amour-haine, l'Ukraine. De manière spontanée, intuitive ou plus sophistiquée, la Russie revendique un espace impérial qui lui reviendrait de droit et dont les limites, extensibles, se justifieraient par les guerres du passé. Partout où le sang russe a coulé, se trouve une terre russe.

Les débuts de l'expansion de l'Empire russe (1533-1598)



La Rus' de Kiev
ancêtre et référence

Grande-principauté de Moscou :

- En 1300
- En 1462, à l'avènement d'Ivan III
- En 1533, à l'avènement d'Ivan IV le Terrible
- De 1533-1598, acquisition d'Ivan IV et de Fédor I^{er}
- Frontière en 1598

Autres puissances

- Pologne-Lituanie
- États vassaux de l'Empire ottoman
- Empire ottoman
- Patriarcat

CHAPITRE PREMIER

Un empire universel sans frontières (1547-1689)

Je puis dire avec vérité que la Russie [...] est un des meilleurs boulevards de la chrétienté.

Jacques Margeret,
État de l'Empire de Russie (1607)

LA MOSCOVIE, OU LE PRÉ CARRÉ RUSSE AU XVI^e SIÈCLE

Ivan IV devient grand-prince de Moscou en 1533. Depuis le milieu du xv^e siècle, le monde latin appelle son pays *Moscovia* ou *Russia*, tandis que les sources locales le nomment *Rous'*¹. Il descend du prince Vladimir de Kiev (980-1015) qui a régné sur de vastes États compris entre le lac Ladoga et Kiev, Pskov et Rostov-la-Grande, soit, en termes actuels, la Biélorussie, la Russie du Nord-Ouest et l'Ukraine, à l'exclusion des rivages de la mer Noire. Cet ensemble est dénommé *Rous'* dans les sources médiévales et *Rous' de Kiev* (le terme « Russie de Kiev », jadis utilisé en français, est impropre) dans l'historiographie. Le territoire, partagé entre les descendants de Vladimir, est soumis par les Mongols en 1237-1240, les principautés devenant vassales de la Horde d'or, la partie la plus occidentale de l'empire de Gengis Khan. La fragmentation se poursuit jusqu'à ce que

la dynastie de Moscou entame un rassemblement des terres du Nord-Est, au terme duquel Ivan III, le grand-père d'Ivan le Terrible, rejette la domination mongole en 1480 et se proclame en 1485 « souverain de toute la Rous' », revendiquant dans son intégralité l'héritage de Vladimir. La Russie du ^{xvi}^e et du ^{xvii}^e siècle peut ainsi soutenir qu'elle n'entreprend pas de guerre de conquête, mais se bat pour recouvrer ses possessions anciennes. En effet, la partie sud-ouest de l'ancienne Rous' appartient alors à la Pologne-Lituanie (ou République des Deux Nations)*, issue de la réunion du grand-duché de Lituanie au royaume de Pologne sous la dynastie jagellonne, et devenue, après l'Union de Lublin (1569), le plus vaste État d'Europe. La monarchie y est élective, contrôlée par une diète et les privilèges de la nation nobiliaire, dont le droit de veto et le droit à l'insurrection, c'est-à-dire tout le contraire de l'autocratie russe.

En 1533, le « pré carré » moscovite s'étend de l'Oka à la mer Blanche : anciennes principautés de Moscou, Vladimir, Souzdal, Nijni-Novgorod, Tver, Riazan, Rostov, Beloozero, ainsi que les domaines de Novgorod et Pskov. Les points de contact avec la Pologne-Lituanie sont les régions de Tchernigov (Tchernihiv) et de la Severa (acquises aux Russes en 1503) et le pays de Smolensk (conquis en 1514).

En se faisant couronner tsar le 16 janvier 1547, Ivan IV prétend à la monarchie universelle, l'héritage de l'Empire byzantin, tombé en 1453. Ses successeurs pourront se poser en souverains de tous les orthodoxes, et en libérateurs des peuples chrétiens soumis aux Ottomans.

Ayant conquis les khanats tatars de Kazan et d'Astrakhan (1552-1556), la Russie se glorifie de ses victoires sur des

* En 1485, ne sont pas soumises à Moscou les principautés de Smolensk (actuelle Russie), Polotsk, Tourov et Pinsk (actuelle Biélorussie), Kiev, Pereïaslav, Volhynie et Galicie (actuelle Ukraine).

musulmans alors que la poussée ottomane se fait sentir en Méditerranée et en Europe orientale. Pour Jacques Margeret, mousquetaire français au service de Moscou, elle est « un des meilleurs boulevards de la chrétienté² ». Cependant, les chroniques russes parlent du rétablissement de droits anciens ou d'un assujettissement consenti. La semi-légendaire *Histoire de Kazan* (fin xvi^e siècle ou xvii^e) soutient que les premières populations de la région de Kazan avaient fui Rostov-la-Grande et donc appartenaient à la Rous'. De même, le khan de Sibérie aurait fait au tsar Ivan en 1556 un acte d'allégeance irréversible. Voilà le monarque russe héritier de la Rous' de Kiev, de l'Empire byzantin et de l'Empire mongol³. Le khanat de Crimée, toutefois, est depuis 1475 vassal du sultan. Non content d'échapper aux Russes, il lance des raids dévastateurs en Moscovie : si l'expédition tataro-turque de 1569 contre Astrakhan échoue, en 1571, Devlet Giray pille impunément Moscou.

La Russie s'ouvre largement sur l'Asie septentrionale, jusqu'à l'Ob, et parvient au pied du Caucase, sur la rivière Terek. La deuxième épouse d'Ivan IV est une princesse tcherkesse, baptisée sous le nom de Maria. Son clan s'est reconnu vassal du tsar, sans que l'administration russe s'implante aussi loin. Toutefois, la Russie reste un pays du Nord, continental, enclavé. Au sud, elle n'a aucun débouché, ni sur la mer d'Azov, ni sur la mer Noire. Son accès à la Caspienne, par l'estuaire de la Volga, la met en contact avec l'Empire perse. Au nord, celui à la Baltique se limite à l'Ingrie, au delta de la Neva et à une partie de la Carélie. Grâce aux anciens accords de Novgorod et Pskov avec la Hanse, ses fourrures touchent tout le marché européen, mais elle n'a ni navires de haute mer, ni flotte de guerre. L'estuaire de la Dvina septentrionale, sur la mer Blanche, est le point de départ d'une route ouverte par les Anglais de la Muscovy Company, créée en 1554, à laquelle Ivan le Terrible accorde des privilèges commerciaux⁴. En 1584

est fondé le port d'Arkhangelsk, l'une des lignes de vie de la Russie lors des conflits mondiaux du xx^e siècle.

Pour accroître son emprise sur le littoral et le commerce baltique, Ivan IV livre une guerre longue et infructueuse en Livonie (1558-1583). Correspondant aux actuelles Estonie et Lettonie, celle-ci avait été conquise et christianisée par l'Ordre militaire de Livonie au xiii^e siècle. Limitrophe de Pskov, sur la rive gauche de la Narva, elle a trois grands ports, Narva, Revel (actuel Tallinn) et Riga, et plusieurs cités prospères et fortifiées : Dorpat (Tartu), Dünaburg (Daugavpils), Wolmar (Valmier), Fellin (Wilandi). Le tsar réclame en 1557 des arriérés de tribut, au titre d'accords remontant parfois à plusieurs décennies, et se pose en protecteur des orthodoxes, dans un pays majoritairement de rite latin, récemment converti à la Réforme. La propagation du protestantisme lui facilite la tâche : l'Ordre se disloque. Toutefois, l'offensive de 1558 provoque, en cascade, l'intervention des voisins : Danemark, Suède et Pologne-Lituanie. Les Russes occupent une bonne partie du territoire livonien, puis s'allient avec le Danemark et tentent d'ériger un royaume-protectorat sur lequel régnerait un prince danois marié à une princesse moscovite. En définitive, sous la pression conjuguée des Polonais et des Suédois, ils doivent renoncer à tous leurs acquis en 1582-1583⁵.

À la fin du règne, la Russie est repoussée jusque sur son territoire par le roi de Pologne Étienne Bathory qui tente de prendre la citadelle de Pskov (18 août 1581-4 février 1582). C'est là qu'émerge la mentalité de siège russe. Ivan conserve de son enfance le souvenir d'un pays cerné de menaces étrangères (Polonais, Tatars) et miné par la trahison. Il a aussi été témoin du pillage de Moscou en 1571 et a maintes fois poursuivi félons et traîtres, réels et imaginaires. Il a divisé son pays en deux pendant la période de terreur de l'opritchnina (1564-1572). Le siège de Pskov exacerbe ce complexe obsidional. Les défenseurs de la cité ne reçoivent aucun secours, mais

doivent lutter jusqu'au bout, pour la « sainte Russie », pendant que le souverain négocie à Moscou avec un émissaire du pape auquel il fait espérer la réunion des Églises. Pskov tient envers et contre tout et la paix est signée, sans qu'Ivan IV renonce à l'orthodoxie. La Russie, qui par sa taille, est déjà un des grands pays d'Europe et va continuer à s'étendre, se voit néanmoins comme une forteresse assiégée par les impies⁶.

L'IMPACT DU TEMPS DES TROUBLES ET LA RECOMPOSITION (1598-1645)

Le Temps des Troubles (1598-1613) approfondit cette idée⁷. L'État est près de s'effondrer : après Boris Godounov (1598-1605), tsar capable mais impopulaire, le trône est occupé par un imposteur se faisant passer pour le tsarévitch Dimitri, dernier fils d'Ivan le Terrible, puis le boyard Vassili Chouïski (1606-1610). Quand Chouïski abdique, les élites russes sont prêtes à accepter un monarque polonais. Le patriarche, chef de l'Église russe, doit en appeler au pays pour le rejeter, au nom de l'orthodoxie.

Les batailles rangées sont rares, les sièges longs, dramatiques et vains. Le faux Dimitri tient tête aux troupes de Godounov, retranchées à Kromy et Poutivl (hiver 1604-1605). Quand Boris meurt brusquement, les assiégeants acclament le prétendant. Le premier faux Dimitri assassiné (mai 1606), il s'en présente un deuxième qui rallie les révoltés et enferme Chouïski dans Moscou (1^{er} juillet 1608-mars 1610). Pour couper la capitale de tout secours, on encercle l'abbaye de la Trinité-Saint-Serge, l'un des sanctuaires les plus vénérés (23 septembre 1608-janvier 1610). Ces deux sièges échouent et, au contraire, galvanisent un esprit de résistance fondé sur la foi orthodoxe. Les Polonais campent devant Smolensk qui capitule, après une défense héroïque (septembre 1609-3 juin 1611). Pis

encore, les arrangements conclus par les boyards, assurant la régence après l'abdication de Chouïski, leur livrent Moscou en septembre 1610. Il faut deux campagnes successives pour la reprendre, le 26 octobre 1612, et enfin convoquer une assemblée du pays (équivalent des états généraux en France) qui élit un nouveau tsar, russe et orthodoxe, le jeune Michel Romanov (7 février 1613).

Le tricentenaire des Romanov, fêté en grande pompe en 1913, insiste sur la légitimité que cette élection donne à la dynastie et l'adhésion populaire à la monarchie, symbolisée par le dévouement d'Ivan Soussanine qui se sacrifie pour égayer l'escouade polonaise envoyée capturer Michel à Kostroma. Son histoire est adaptée dans le premier grand opéra russe, *La Vie pour le tsar*, de Mikhaïl Glinka (1836). L'année 1612 tout entière et surtout la libération de Moscou restent dans la mémoire patriotique de l'Ancien Régime comme le symbole du péril national conjuré. Elles sont revenues au premier plan : depuis 2005, le 4 novembre (correspondant au 26 octobre de l'ancien calendrier*) est une fête officielle, le « Jour de l'Unité nationale », dans une volonté de renouer avec un passé national héroïque, conjuguée à de l'opportunisme chronologique : le 7 novembre, l'URSS commémorait la révolution d'Octobre. Pour effacer cette fête, tout en cultivant le regret de la gloire soviétique, il fallait lui en substituer une autre⁸. Cette réutilisation se poursuit : Evguéni Prigojine, fondateur de la milice Wagner, annonce le 19 octobre 2022 recruter une « milice populaire » (*narodnoïé opoltchénié*) dans la région de Belgorod, reprenant à dessein le terme désignant les troupes qui ont libéré Moscou en 1612...

* Entre 1582 et 1917, la Russie utilise le calendrier julien qui accuse sur le grégorien un retard de dix jours jusqu'en 1700, onze jours jusqu'en 1800, douze jours jusqu'en 1900 et treize jours jusqu'à la révolution d'Octobre. Les dates antérieures à 1917 figurant dans ce livre sont soit en calendrier julien, soit dans les deux calendriers.

Au traité de Stolbovo (26 février 1617), le nouveau monarque abandonne l'Ingrie et la Carélie aux Suédois, se privant de tout accès à la Baltique. La trêve de Deouolino (1^{er} décembre 1618) livre aux Polonais la Sévérie et le pays de Smolensk, sans que le roi de Pologne renonce au trône de Russie. L'empire du premier Romanov, légèrement amputé à l'ouest par rapport à celui d'Ivan IV, fait face à trois puissances capables de lui tenir tête. La Suède est en passe de devenir un modèle de la révolution militaire européenne. Les Russes la soutiennent par des livraisons de blé quand elle s'engage dans la guerre de Trente Ans en 1621, afin d'affaiblir la Pologne, qui entend ne rien céder⁹. Une première tentative de reconquête de Smolensk échoue (1632-1634). Ladislas IV renonce alors au trône de Russie, qu'il n'a guère de chance d'occuper, mais en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes. L'Empire ottoman a encore l'avantage dans la plupart des affrontements avec les pays chrétiens.

Au nord et à l'ouest, la frontière est gardée par des forteresses de pierre, comme Ivangorod (face à Narva) ou Pskov. Au sud et à l'est, on installe la noblesse de service sur des terres concédées en bénéfice, on astreint les paysans à des corvées militaires et on édifie une sorte de « grande muraille » pour se protéger des raids des Tatars de Crimée, des Nogays ou des Kalmouks¹⁰. Les monastères de la périphérie de Moscou sont autant d'avant-postes fortifiés, comme les abbayes fondées sur la Volga après la conquête de Kazan¹¹. Les Romanov renforcent la surveillance « sur la rivière », c'est-à-dire sur les berges de l'Oka et de l'Ougra, aux confins de la Moscovie et de la steppe. Mais toute opération militaire importante à l'Ouest dégarnit ce dispositif. Devlet Giray a pu saccager Moscou à cause de l'oprichtnina, qui a divisé les troupes, mais surtout parce que le gros des forces se battait en Livonie. De même, pendant le siège de Smolensk (1632-1634), les Tatars de Crimée peuvent pousser jusqu'à Serpoukhov et Kolomna.

Entre 1635 et 1653, on édifie la ligne de Belgorod, un ensemble de levées de terre et de points fortifiés de 800 kilomètres, entre Tambov et Akhtyra en passant par Voronej¹². L'effort est aussi important que celui qu'a demandé la conquête de Kazan. Sa conception est confiée à des spécialistes hollandais ou français, mais la construction, l'entretien et la défense mobilisent jusqu'à 1 100 détenteurs de bénéfice locaux, ainsi que les artisans et les paysans nécessaires à chacun des vingt-cinq segments. Entre 1638 et 1644, le trésor aurait déboursé pour cela plus de 100 000 roubles. Dans les années 1640, une forme de décentralisation permet plus de réactivité. Le district de Belgorod coordonne les troupes cantonnées dans trente-cinq villes (ou forts – le terme *gorod* s'applique aux deux). À Moscou, le bureau des Rangs supervise le système. Belgorod est encore la principale base logistique russe dans le conflit actuel. Entre 1679 et 1681, une nouvelle ligne est entreprise, au sud de Belgorod, celle d'Izioum ; on sait qu'Izioum sera aussi l'un des enjeux de la guerre à l'été 2022¹³. En sécurisant une nouvelle portion de territoire fertile (*tchernoziom*), les Russes progressent vers la Crimée.

Des troupes irrégulières et autonomes, servant de tampon avec les voisins polonais, tatars ou turcs, se constituent : ce sont les cosaques. Le terme, probablement d'origine turque, désigne une libre association de type militaire où les hommes élisent leur chef (*ataman*). Dès les années 1550, un premier noyau se forme sur l'île de Khortytzia, dans le bas Dniepr. Vers 1580-1590, cet endroit est dénommé Sitch des Zaporogues (cosaques d'au-delà des rapides du Dniepr). Leur suzerain, déjà quelque peu théorique, est le roi de Pologne. Une armée cosaque du Don apparaît à la fin du xvi^e siècle et se développe au xvii^e. Vers 1670, le moyen et bas Don compte environ 28 000 habitants, répartis en cent vingt-sept localités. Il y aura aussi des cosaques de la Volga et du Iaïk (renommé Oural sous Catherine II). Majoritairement orthodoxes, ce sont

des fantassins utilisant de petites barques très mobiles (vingt rameurs et vingt soldats, trois à quatre fauconneaux) et des cavaliers. Ils excellent dans les incursions chez les Tatars de Crimée, les Ottomans et les Persans, jusque sur la Caspienne ou les côtes de l'Anatolie. En 1568, Sigismond II de Pologne essaie de contenir les Zaporogues en leur proposant de s'enregistrer à son service dans les palatinats qu'il contrôle (Ukraine centrale actuelle) : ils toucheraient une solde et seraient soumis à un émissaire royal. Ce compromis séduit certains, car il leur donne un statut privilégié dans la société ruthène*. Mais la monarchie polonaise, en mal de fonds et d'autorité, modifie souvent le nombre de cosaques enregistrés, de trois cents (en 1572) à 6 000 (en 1625).

C'est un Français, Guillaume Levasseur de Beauplan, qui fait connaître le terme *Ukraine* en Europe, dans un livre publié à Rouen en 1660 : *Description d'Ukraine qui sont plusieurs provinces du Royaume de Pologne contenues depuis les confins de la Moscovie jusques aux limites de la Transilvanie. Ensemble de leurs mœurs, façons de vivre et de faire la guerre*¹⁴. Le titre expose des enjeux géopolitiques qui sont encore d'actualité. *Ukraina* signifie « confins, limite, marche » (tout comme la Krajina, aux confins de la Croatie et de la Serbie). Beauplan estime à 120 000 les Zaporogues prêts à prendre les armes pour le roi ou leur hetman. Polonais et Russes craignent d'être entraînés dans un conflit de grande envergure avec les Tatars de Crimée ou le sultan par leur ardeur guerrière¹⁵.

À la pointe des rebellions pendant le Temps des Troubles, les cosaques ont contribué à l'élection de Michel Romanov¹⁶. En 1637, l'armée du Don offre à son fils Alexis la forteresse d'Azov, mais celui-ci préfère y renoncer, car il faudrait affronter les Ottomans¹⁷. Azov tombe, après un siège héroïque au

* On appelait alors « Ruthènes » les Slaves orthodoxes sujets de la Pologne-Lituanie vivant dans les actuelles Ukraine et Biélorussie.

cours duquel les assiégés en appellent en vain à la sainte Russie (1642). La cité perdue ne sera conquise qu'un siècle plus tard.

EXPANSION RUSSE, « DÉLUGE » EN POLOGNE
ET « RUINE » EN UKRAINE (1645-1689)

La situation évolue en faveur de la Russie dans la seconde moitié du XVII^e siècle, mais au prix d'un long effort : elle doit améliorer ses capacités de combat, apprendre les règles de la diplomatie européenne, ou des marchandages territoriaux. Seule puissance orthodoxe en Europe, elle se bat toujours contre des « infidèles », ce qui renforce la conviction de ses soldats, mais l'empêche de contracter des alliances, en particulier matrimoniales, et la maintient hors du jeu diplomatique. Le boyard P. I. Potemkine, formidable dans son caftan, avec sa barbe fleurie, se rend en Espagne et en France (1667-1668), puis à Vienne (1674) et à Londres (1681), et V. B. Likhatchev visite Florence (1659), mais leurs rapports montrent combien ils ont peu l'usage des cours occidentales¹⁸. Plus pragmatique, A. L. Ordine-Nachtchokine, élabore à partir de 1657 un système qui évite à la Russie d'affronter tous ses rivaux à la fois et remporte quelques succès, mais il est désavoué et démis de ses fonctions en février 1671¹⁹.

La Pologne tient encore tête aux Russes sous Ladislas IV (1634-1648), mais fléchit sous Jean II Casimir (1648-1668), incapable de s'adapter au modèle moderne d'armée professionnelle – plus ou moins permanente – tirant sa force de l'infanterie et de la puissance de feu. Ses élites restent attachées à une cavalerie de « nobles amateurs²⁰ ». Bogdan Khmelnytsky, cosaque enregistré, orthodoxe fervent, connu à la cour de Pologne, fuit en décembre 1647 son régiment polonais. Élu hetman de la Sitch, il déclenche une révolte contre des dispositions d'enregistrement plus strictes et pour la défense de

l'orthodoxie. Il veut unir la Sitch aux territoires à majorité ruthène sous administration polonaise dans un grand hetmanat zaporogue. Fin diplomate, il s'allie avec le khan de Crimée Ismail Giray III qui lui fournit des renforts. Galvanisée par une série de victoires, entre avril et septembre 1648, sur des Polonais désorganisés, la rébellion se propage en Ukraine de l'Ouest (Volhynie, Ruthénie rouge ou Galicie orientale, palatinat de Belz) et du Nord (Pereïaslav sur la rive gauche, Kiev, Tcherkassy, Jytomyr sur la rive droite) et touche la Biélorussie. Très hostiles envers les Polonais catholiques et les communautés juives avec lesquels ils cohabitent, les Ruthènes adhèrent au projet de nouvel État zaporogue.

C'est pour l'Ukraine la première chance historique d'indépendance, à la manière des Pays-Bas de la guerre de Quatre-Vingts Ans (1568-1648). Les Zaporogues semblent d'abord en mesure d'imposer leurs conditions (traité de Zboriv, 17 août 1649). Des régiments passent à la Russie qui les établit au sud de la ligne de Belgorod dans une zone appelée « Frontière franche », ou « Ukraine franche » (*Ukraina Sloboda*), qui va de Valouïki et d'Akhtyra jusqu'à Izioum et Tsarevborisov, une sorte de marche de l'Empire. Là se trouve le petit fort de Kharkov (Kharkiv), dont on date la fondation de 1654. Lieu de regroupement spontané d'une petite communauté, au confluent du Lopan et du Kharkov, il reçoit dès 1656-1658 un gouverneur moscovite et une garnison. Mais Khmelnytsky a subi des revers et dû renoncer à une partie des gains (traité de Bila Tserkva, 28 septembre 1651). Il appelle les Russes à la rescousse, malgré des réticences mutuelles : l'accord fonde le malentendu historique entre les deux parties.

L'assemblée du pays, réunie par le tsar Alexis à Moscou, entérine l'intervention, et le 23 octobre/2 novembre 1653, la Russie déclare la guerre à la Pologne. Le 8 janvier 1654, à Pereïaslav, une assemblée (Rada) cosaque vote la réunion du territoire zaporogue à la Russie. Alexis garantit les libertés

traditionnelles des Zaporogues, les prérogatives de l'hetman, l'indépendance de l'Église ukrainienne (dotée de son propre métropolite) et le droit des cités, mais considère désormais ceux qui lui ont prêté serment comme ses sujets. Les Zaporogues et les civils biélorusses et ukrainiens se reconnaissent une parenté historique et confessionnelle avec les Russes, mais ont le sentiment d'une nette différence entre eux et les « Moscovites ». Leur subordination est une vassalité révocable. L'entourage du tsar est loin d'adhérer à l'idée de retrouvailles chaleureuses avec un peuple frère : les sources russes appellent les habitants de l'hetmanat « Litovtsy » (Lituanais), « Liakhy » (Polonais) ou « Tcherkassy » (cosaques) ; seuls quelques ecclésiastiques ruthènes exaltent l'héritage commun de la Rous' de Kiev. Bien entendu, l'historiographie tsariste et soviétique revisitera cet épisode pour en faire l'« union librement consentie » et indissoluble entre Ukraine et Russie. Son tricentenaire sera célébré en grande pompe en 1954, avec pour point d'orgue le rattachement de la Crimée à la République socialiste soviétique (RSS) d'Ukraine.

Sans le savoir, en 1654, La Russie s'engage dans une « guerre de Treize Ans²¹ ». Son offensive est d'abord foudroyante : les troupes du tsar, qui s'est transporté aux armées, prennent Smolensk puis Polotsk, Vitebsk et Moguilev. En 1655, elles s'emparent de Vilna (Vilnius), capitale historique du grand-duché de Lituanie. Les Russes se montrent d'une grande brutalité, pillant et massacrant dans les places qui ont résisté, surtout dans les territoires biélorusses qui subissent une véritable saignée démographique. H. Sahanovič estime le total des pertes dues à cette « guerre inconnue » à environ 50 % de la population sur la période 1648-1667, jusqu'à 62,9 % dans la région de Minsk ; mais son évaluation fait débat²².

La mémoire historique polono-lituanienne appelle cette période le « Déluge » (1655-1666)²³. Déjà bousculée par le tsar et les Zaporogues, la République est aussi attaquée par

la Suède dans la première guerre du Nord (1655-1660). Les Russes ont le choix : annexer le grand-duché de Lituanie, en trouvant un accord avec la noblesse locale, ou se concentrer sur la Livonie. Dans les deux cas, ils se heurtent à l'armée suédoise, la meilleure d'Europe. Ordine-Nachtchokine fait valoir un compromis conservant les possessions livoniennes, quitte à céder du terrain en Lituanie où les Suédois veulent imposer leur protégé, Janusz Radziwiłł²⁴. Un premier arrangement, le traité de Valiesar (20 décembre 1658), qui conserve à la Russie Dorpat et Marienbourg, est invalidé par la paix de Kardis (21 juin/1^{er} juillet 1661). Les Russes renoncent à nouveau à leurs acquis livoniens au profit des Suédois, grands vainqueurs de la première guerre du Nord : ils ont pris au Danemark la Scanie, le Halland, le Blekinge et le Bohuslän (traités de Roskilde et de Copenhague) et contrôlent toute la Livonie et Riga, mais laissent la Lituanie aux Polonais (traité d'Oliva, 3 mai 1660).

Dès 1654, les Tatars de Crimée se retournent contre les Zaporogues. L'arrivée des Russes et des Suédois provoque aussi des divergences entre cosaques. Khmelnytsky meurt le 27 juillet 1657, avant d'avoir pu revenir sur son alliance russe, et passe à la postérité comme l'artisan de l'union entre Ukraine et Russie. Sa mort marque la fin du grand hetmanat que lui seul pouvait faire tenir. S'ouvre une phase confuse où des hetmans rivaux penchent tantôt du côté russe, tantôt du côté polonais, voire turc. Le « Déluge » polonais est suivi de la « Ruine²⁵ » ukrainienne (1657-1667). Le projet – formulé au traité de Hadziacz (16 septembre 1658) – d'une République des Trois Nations, ajoutant à la Pologne-Lituanie un grand-duché de Ruthénie, n'aboutit pas.

Les Zaporogues les plus radicaux, emmenés par Martyn Puchar et Iakiv Baradach, sont écrasés dans le sang en 1658. Le 29 juin 1659, Zaporogues et Polonais infligent une lourde défaite aux troupes russes à Konotop. Peu après, l'hetman

Ivan Vykhovsky se retire. Iouri Khmelnytsky, le jeune fils de Bogdan, ne parvient pas à s'imposer (1659-1663). Ivan Brioukhovetsky accepte gouverneurs militaires et collecteurs d'impôts russes sur la rive gauche du Dniepr (articles de Moscou du 11 octobre 1665). L'élection de l'hetman se fera désormais en présence d'un représentant du tsar et il devra être confirmé dans ses fonctions à Moscou. Le métropolite de Kiev devra être russe. Le rejet est quasi général.

La Russie et la Pologne signent la paix d'Androusovo (30 janvier 1667) qui reconnaît aux Russes Smolensk, l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr, et le contrôle (en principe provisoire) de Kiev, sur la rive droite. La Sitch devient un condominium russo-polonais et un rapprochement s'esquisse entre les anciens adversaires²⁶. Alexis adopte une nouvelle titulature très longue, qui cumule la dignité impériale (tsar) et celle de grand-prince (*veliki kniaz*) issue de la tradition kiévienne et moscovite, et fait apparaître pour la première fois non pas une Rous', mais trois Russies (*Rossia*). Elle commence par la formule suivante : « Nous, grand souverain, tsar et grand-prince Alexis Mikhaïlovitch, autocrate de toute la Grande, la Petite et la Blanche Russie ». Déjà, en 1663, l'administration moscovite s'était enrichie d'un bureau de Petite Russie pour les affaires ukrainiennes. C'est sous ce nom que l'Ukraine entre dans l'Empire russe, et que s'inaugure la relation inégale entre « grand frère » russe et « petit frère » ukrainien²⁷.

Androusovo ne met fin ni à la guerre, ni à la « Ruine ». L'hetman Petro Dorochenko arrache aux Polonais une large autonomie sur la rive droite du Dniepr et tente de s'imposer sur la rive gauche, en s'alliant avec les Ottomans. Ces derniers interviennent, afin de limiter l'avancée russe et élargir leur périmètre de sécurité sur le littoral nord de la mer Noire²⁸. Quand Dorochenko abandonne le combat (19 septembre 1676), ils remettent en selle Iouri Khmelnytsky. Les combats se concentrent autour de Tchyhyryne (actuel *oblast* de

Tcherkassy), résidence officielle de l'hetman, prise et reprise, quasiment détruite entre 1676 et 1678. La guerre russo-turque prend fin au traité de Bakhtchisarai (3 janvier 1681) : le sultan reconnaît la domination russe sur la rive gauche du Dniepr et l'autonomie de la Zaporoguie, mais se réserve la rive droite, au sud de Kiev, ainsi que Bratslav et la Podolie. Cette rive droite, ravagée par le conflit, est une sorte de *no man's land* séparant empires russe et ottoman.

Depuis 1654, la Russie, presque constamment en guerre, court des buts difficiles à concilier. L'essentiel de l'effort et des gains de cette « guerre de Treize Ans » porte sur la Pologne. Sous la régence de Sophie, demi-sœur de Pierre le Grand (1682-1689), une autre orientation se manifeste²⁹. Les Ottomans essuient une défaite spectaculaire sous les murs de Vienne (12 septembre 1683), grâce au roi de Pologne Jean III Sobieski qui charge à la tête de ses hussards ailés. La papauté encourage alors une Sainte-Ligue, défensive et offensive, réunissant le Saint-Empire, la République des Deux Nations et Venise (5 mars 1684). La Russie accepte la main tendue de Sobieski et signe avec lui le 16 mai 1686 un traité de « paix perpétuelle³⁰ ». La Pologne cède la rive gauche du Dniepr et Kiev, capitale historique de la Rous'. Nombre d'historiens ont reproché cet abandon au roi de Pologne, mais ce dernier ne fait que reconnaître un état de fait et obtient la rive droite (largement dépeuplée) et l'adhésion russe à la Ligue. Les chrétiens coalisés menacent la Porte sur plusieurs fronts : Hongrie, Transylvanie, Croatie, Slavonie, Péloponnèse. La Crimée et la mer Noire, où interviennent les Russes, plutôt secondaires aux yeux des Turcs, ne sont pas faciles à conquérir.

En 1687, les Russes engagent 100 000 hommes et les 50 000 cosaques de l'hetman Ivan Samoilovytch dans la première campagne de Crimée, objet d'une véritable propagande officielle, orchestrée par Vassili Golitsyne, conseiller et favori de la régente. Mais c'est un échec, faute de logistique

adéquate³¹. Samoïlovytch sert de bouc émissaire. Déposé, exilé en Sibérie, il est remplacé par Ivan Mazepa (1687) dont l'avènement marque la fin de la « Ruine », mais l'Ukraine en sort perdante : le territoire que revendiquait Khmelnytsky est partagé entre Russie et Pologne, de part et d'autre du Dniepr. Les populations rejoignent plutôt la rive gauche, sous suzeraineté russe, qui comporte l'hetmanat (*Hetmanchtchina*), doté d'une certaine autonomie, et l'Ukraine franche, directement administrée par Moscou. Pour la repeupler, on multiplie les bourgs francs : cinq cent vingt-trois au XVIII^e siècle. L'administration russe s'installe à Kiev et la métropole orthodoxe est rattachée au patriarcat de Moscou dès 1685. La Sitch reste autonome³². Golytsine organise une deuxième campagne de Crimée en 1689, sans plus de succès, ce qui provoque le renversement de Sophie et de son favori par les Narychkine, le clan maternel du jeune tsar Pierre.

LES ARMÉES RUSSES, LES FRONTIÈRES DE L'EMPIRE

Les observateurs étrangers, impressionnés par l'immensité du territoire et la titulature du souverain, se moquent de l'incompétence des militaires russes, mais constatent un potentiel saisissant, voire menaçant, qui repose en grande partie sur la soumission servile du peuple, comme des plus hauts dignitaires de la cour. Les premiers Français ne détonnent pas dans ce tableau³³.

Les autorités moscovites, soucieuses de moderniser leurs armées, accroissent la mobilisation – fiscale et humaine – de la population. On peut comparer cet effort à ceux de Louis XIII et Louis XIV et mettre en parallèle les révoltes populaires dans les deux pays³⁴. Cependant, les troupes du roi de France comportent de nombreux mercenaires dont les armes sont le gagne-pain. Les Russes utilisent des étrangers pour former et